

Paris, le 24 septembre 2020

ADOPTION DU PROJET DE LPR À L'ASSEMBLÉE NATIONALE : L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE MÉRITENT MIEUX QUE CELA

Cette nuit, après trois jours seulement de débats et en plein cœur d'une rentrée extrêmement éprouvante pour les personnels de l'ESR, le texte du projet de loi de programmation de la recherche a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale par 48 voix POUR et 20 voix CONTRE.

Un débat expédié et des fins de non recevoir pour la quasi-totalité des amendements proposés par les groupes parlementaires opposés à un texte qui engage pourtant l'avenir de l'ESR pour les 10 ans à venir et qui selon la ministre constitue un investissement historique. Drôle de façon de témoigner de l'intérêt porté au sujet que de recourir à la procédure accélérée alors que les critiques continuent à émerger de toutes parts et qu'un débat de fond doit être mené.

Aucun changement sur la programmation budgétaire : ni sur les montants insuffisants, ni sur le calendrier, ni sur la répartition entre les différentes missions relevant du MESRI. Aucun changement sur l'article 3 actant la création de chaires de professeur·es junior·es ni sur l'article 6 concernant les "CDI de mission scientifique". Les deux seules avancées que l'on peut noter concernent la limitation à deux ans renouvelable une fois de la durée maximale des contrats post-doctoraux et la mensualisation des vacataires à partir de 2023 pour remédier aux retards de paiement des universités.

"Nous avons fait le choix du temps long sur 10 ans" a affirmé la ministre malgré les amendements de plusieurs groupes parlementaires demandant le raccourcissement de cette programmation. L'urgence paraît pourtant tellement évidente ! Les universités craquent, la recherche française décroche, les personnels sont épuisés, la précarité explose, mais la ministre fait le choix du temps long. Madame la ministre, l'ESR ne peut plus attendre !

Les sénateurs et sénatrices auront désormais à examiner ce texte en octobre. Le SNESUP-FSU espère vivement qu'ils et elles pourront mieux se faire entendre du gouvernement pour se faire l'écho des légitimes revendications de la communauté savante et défendre le service public de l'ESR plus que jamais en danger. ■

SUIVEZ-NOUS !



[SNESUPFSU](https://www.facebook.com/SNESUPFSU)



[@SNESUPFSU](https://twitter.com/SNESUPFSU)